



Organisation des Nations Unies

## Transcription de la conférence de presse ONE UN en RDC, le 16 juin 2021 à Kinshasa

La conférence de presse des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Mathias Gillmann, porte-parole de la MONUSCO et coordonnateur du Groupe de communication des Nations Unies.

**Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] :** Bonjour à tous, merci aux auditeurs de Radio Okapi et bienvenue dans cette nouvelle conférence de presse des Nations Unies en République démocratique du Congo.

Avec nous depuis Goma : le porte-parole militaire de la Mission ; et à mes côtés ici à Kinshasa, Liz Ahua, Représentante régionale du Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR), en amont de la Journée mondiale du réfugié, qui est célébrée ce weekend, le 20 juin. Nous sommes également connectés avec notre bureau à Beni.

**Mais d'abord, je voudrais partager avec vous ce communiqué de la Représentante du Secrétaire général en République démocratique du Congo et Cheffe de la MONUSCO, Bintou Keita, qui condamne la multiplication de messages incitant à la haine, la violence et l'hostilité entre communautés dans plusieurs provinces du pays.**

Elle appelle les leaders de tous bords politiques et communautaires à s'abstenir d'utiliser un langage discriminatoire et provocateur sur la base d'affiliations ethniques qui pourrait conduire à davantage de divisions dans la société et, en fin de compte, à la violence.

Cette résurgence survient au moment où la République démocratique du Congo connaît une mobilisation exceptionnelle des forces de défense et de sécurité pour restaurer la paix et la sécurité dans l'est du pays, qui demande un effort de cohésion nationale.

Ces appels à la haine sont particulièrement exacerbés dans le contexte des conflits à l'est de la RDC, sur fond d'affrontements entre groupes armés affiliés aux communautés dans les Hauts-Plateaux du Sud-Kivu, au Nord-Kivu et en Ituri, mais ces appels à la haine ont aussi été notés dans le Katanga, le Maï-Ndombe ou même à Kinshasa.

« L'incitation à la haine, la violence et l'hostilité est contraire au droit international et à la législation congolaise. Elle est un abus du droit à la liberté d'expression, qui est le fondement d'une société

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlacy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

démocratique », a rappelé Bintou Keita. De tels actes représentent une menace à la paix, la sécurité et la cohésion nationale, et portent gravement atteinte au vivre ensemble.

La MONUSCO réaffirme sa détermination à soutenir les efforts des autorités congolaises pour prévenir et lutter efficacement contre les messages incitatifs à la haine, à la violence et à l'hostilité entre communautés. Elle encourage le parlement à adopter la proposition de loi contre le tribalisme, le racisme et la xénophobie en cours d'examen à l'Assemblée nationale et la Mission se tient prête à soutenir les juridictions congolaises pour engager des poursuites, conformément à la législation existante.

**Je voulais aussi vous signaler que ce weekend à Bunia, environ 300 personnes ont pris part à une journée d'échanges et de réflexion organisé par le Programme d'Appui et de Renforcement des capacités pour le Développement, PARC-DEV, en collaboration avec la MONUSCO (Section des Affaires politiques).**

Une journée d'échanges dont le thème principal était « La paix durable, un comportement une action, un défi pour la Province de l'Ituri », a réuni des étudiants, des représentants des partis politiques et des associations féminines. La MONUSCO en a profité pour vulgariser son mandat dans le but de dissiper les malentendus et de lutter contre la désinformation.

**La MONUSCO a aussi doté la Division provinciale des Affaires coutumières et la Coordination provinciale de la Protection civile en Ituri de deux bâtiments d'un montant total de 100,000 USD.** Cet appui de la MONUSCO vise d'abord à doter ces deux Services de l'Etat de locaux sécurisés. Cet appui va renforcer les capacités de la Division provinciale des Affaires coutumières, qui comme vous le savez, a pour objectif de résoudre les conflits communautaires. Cet appui va également permettre à la coordination provinciale de la Protection civile de mieux gérer les alertes et catastrophes.

**Je voulais également vous signaler qu'aujourd'hui, nous fêtons la Journée internationale de l'enfant africain. La Section de la Protection de l'enfant en partenariat avec l'organisation culturelle Uhuru Knowledge célèbre cette journée aujourd'hui à Sake.** Vous savez qu'à Sake, la population a connu des semaines difficiles à la suite de l'éruption du volcan Nyiragogogo. Au programme des activités la sensibilisation des leaders communautaires et des jeux récréatifs, notamment du théâtre avec les enfants.

**Enfin, je voulais vous signaler que le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a exprimé sa profonde tristesse après le décès de William Swing, qui était l'ancien Directeur de l'Organisation internationale pour les migrations, mais surtout l'ancien chef de la mission de maintien de la paix de l'ONU en République démocratique du Congo de 2003 à 2008.**

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlacy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

António Guterres a salué la mémoire d'un véritable humaniste qui a consacré sa vie à servir les plus vulnérables des vulnérables dans notre monde.

Bintou Keita, la Représentante spéciale se joint à cet hommage et présente ses condoléances à sa famille et ses proches.

Je vais maintenant donner la parole à mon collègue, porte-parole militaire, pour un point sur la situation sécuritaire. Major, c'est à vous.

**Bureau du porte-parole militaire [Major Mohamed Ouhmami] : Merci Mathias. Bonjour à tous. Au cours des trois dernières semaines, la Force a effectué 6902 activités opérationnelles, notamment des patrouilles jour/nuit, des patrouilles et missions à longue portée, des patrouilles conjointes, des escortes et des reconnaissances aériennes.**

La MONUSCO aide de manière persistante les forces de sécurité du gouvernement de la RDC avec un soutien logistique, du renseignement, des conseils opérationnels et un soutien médical, renforçant ainsi la relation avec les FARDC en matière de protection des civils. De plus, la Force de la MONUSCO a coopéré avec les autorités locales pour gérer la crise lors de l'éruption volcanique du Nyiragongo.

Au plan opérationnel, la présence constante de la Brigade d'intervention de la Force (FIB) dans les principaux points chauds a restreint la liberté de mouvement des groupes armés, évitant ainsi des pertes de vies, assurant la protection des civils et les activités normales de la population.

Le 7 juin 2021, après que les ADF ont mené une attaque à Boga, des troupes de la MONUSCO ont renforcé les FARDC pour repousser les assaillants et secourir des civils blessés. Les opérations de la Force de la MONUSCO et des FARDC démontrent leur engagement à protéger les civils tel que requis par le mandat.

Dans le cadre de l'Opération Ruwenzori II, la Brigade d'intervention a soutenu les FARDC avec une attaque aérienne, un appui-feu, des évacuations médicales et le partage d'informations, en s'appuyant sur de nouveaux équipements. La brigade a lancé de solides patrouilles conjointes avec les forces de sécurité locales dans toutes les zones peuplées en prévision des attaques de représailles des groupes armés.

La Force de la MONUSCO en Ituri et les FARDC ont continué à dominer fermement les principaux points chauds et axes, dissuadant les groupes armés et mettant l'accent sur l'établissement d'un environnement protecteur pour assurer la protection des civils. À la réception des informations sur un mouvement important de la CODECO près de la rivière Aruda, la Force de la MONUSCO a rapidement envoyé une QRF (Force de réaction rapide) pour sécuriser le village et elle a exercé une domination sur la zone pour protéger les civils.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlcy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

Le 28 mai 2021, une QRF a été déployée à Maze pour assurer la sécurité des civils. Lorsque la patrouille a atteint cette région, elle a trouvé des membres de la CODECO en train de piller du bétail et des objets de valeur dans le village. Les représailles rapides et vigoureuses des troupes ont délogé les assaillants de la CODECO du village.

Après l'éruption du volcan Nyiragongo, la Force de la MONUSCO a fourni une couverture de sécurité aux civils alors qu'ils se dirigeaient vers le Rwanda et Sake et plus tard à leur retour. Les troupes ont assuré le bon mouvement de la circulation et la discipline de la population. Elles ont également fourni les premiers soins de base, de la nourriture, de l'eau et sécurisé la ville de Goma.

En outre, les ingénieurs de la Force ont amélioré la circulation sur les routes menant à Goma. Les travaux d'urgence ont commencé fin mai et ont permis à des milliers de véhicules de sortir de Goma et de se réfugier contre les dernières catastrophes naturelles qui ont touché la ville.

La Force de la MONUSCO continuera à jouer un rôle positif et constructif en appui aux FARDC, au Gouvernement de la RDC et à la population comme mandaté dans la résolution du Conseil de sécurité. Ce soutien est approprié et fondamental pour améliorer la protection des civils. Ainsi prend fin mon intervention, je reste à votre disposition. Merci. A vous Mathias.

**Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Merci beaucoup Major. Avant de donner la parole à notre invitée, je voulais vous signaler que le Coordinateur des secours d'urgence des Nations Unies, Mark Lowcock, a débloqué, lundi 14 juin, 135 millions de dollars du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) pour soutenir les opérations humanitaires dans 12 pays d'Afrique, des Amériques et du Moyen-Orient.**

Les pays qui vont recevoir la plus grande partie de ce fonds à hauteur de 20 millions de dollars, sont la Syrie et la République démocratique du Congo. Les pays bénéficiaires suivants sont l'Éthiopie, l'Afghanistan, le Nigeria, le Soudan du Sud, le Madagascar, le Venezuela, le Tchad, le Burkina Faso et le Cameroun et le Mozambique.

Un montant supplémentaire de 10 millions de dollars sera affecté à une gamme de projets axés sur la programmation pour les personnes handicapées.

Je donne maintenant la parole à notre invitée : la Représentante régionale du Haut-Commissariat pour les Réfugiés, Mme Liz Ahua.

**Représentante régionale du Haut-Commissariat pour les Réfugiés [Liz Ahua] :** Merci beaucoup Mathias. C'est toujours un plaisir de me retrouver face aux journalistes surtout à cette conférence de presse. Je salue aussi les auditeurs de Radio Okapi qui nous suivent à travers le monde. Et bien sûr, j'apprécie le travail que fait l'équipe de Radio Okapi pour faciliter la communication avec vous.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

Mesdames et messieurs, à quelques jours de la célébration de la Journée mondiale du réfugié, je me présente à nouveau devant vous pour échanger sur la situation humanitaire en République démocratique du Congo ; plus particulièrement sur la situation des réfugiés et des déplacés internes.

En effet, le 20 juin, c'est-à-dire dans quatre jours, précisément le dimanche, nous célébrerons la journée mondiale du réfugié sous le thème : « Ensemble on peut tout réussir. »

La célébration de cette journée est caractérisée cette année, comme l'année dernière d'ailleurs, par la pandémie de la COVID-19. Cette maladie qui n'épargne personne, ni aucun coin du monde, vient aggraver la situation humanitaire déjà précaire, sinon catastrophique en RDC. Nous faisons face à de multiples urgences dont la plus récente, l'éruption du volcan Nyiragongo, qui a provoqué le déplacement de plus de 430.000 personnes de Goma.

Dès les premiers jours, tout le staff du HCR Goma, eux aussi déplacés, se sont lancés dans la réponse aux nouveaux besoins de ces personnes. Ensemble avec ses partenaires, le HCR a fourni des abris collectifs pour décongestionner les écoles et les églises, ainsi que des articles de première nécessité tels que des bâches, des couvertures et des kits d'hygiène.

Comme vous le savez, plus de 5.000 maisons ont été détruites à Goma. Le HCR envisage de soutenir les déplacés à avoir une contribution financière pour le loyer, et aussi les assister avec des abris d'urgence ainsi que faire de petites maisons d'extension dans les parcelles des familles qui vont abriter les autres déplacés.

Bien que l'éruption volcanique soit une catastrophe sans précédent, nous n'oublions pas non plus les Congolais victimes d'attaques meurtrières par des groupes armés à l'est du pays. Quelque 5.800 personnes ont été récemment obligées de fuir plusieurs sites de déplacés dans la province de l'Ituri.

Tout en reconnaissant les efforts fournis par les autorités congolaises, nous appelons à améliorer d'urgence la situation sécuritaire dans la région afin de protéger la vie des civils, dont beaucoup ont été attaqués et contraints de fuir déjà à plusieurs reprises.

Dans ces circonstances, il est difficile au HCR et aux autres organisations humanitaires d'assister les populations en détresse. Le retour de la sécurité devient alors une urgence. Pour votre information, la province de l'Ituri, à elle seule, compte 1,7 million de personnes déplacées soit le tiers de la population totale déplacée en RDC, qui vous savez est déjà plus de 5 millions de personnes.

La situation de déplacement en RDC compte les déplacés internes ainsi que des réfugiés qui sont arrivés en RDC à cause des situations difficiles dans leurs pays.

Comme vous le savez, la RDC accueille généreusement depuis fin 2020, plus de 92.000 nouveaux réfugiés centrafricains. Nous, HCR, et la Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR), avons commencé à enregistrer les réfugiés biométriquement. A ce jour, nous avons enregistré plus de 70.000 réfugiés centrafricains dans les provinces du Bas-Uele, du Nord-Ubangi et du Sud-Ubangi. Il y a aussi

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Moricy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06





## Organisation des Nations Unies

quelques-uns qui sont arrivés à Kinshasa pour chercher asile. Au total, la RDC accueille également plus d'un demi-million de réfugiés sur son territoire.

Je voudrais ici remercier les autorités et la population congolaises qui accueillent les réfugiés et leur ont donné des espaces, loin de la frontière, pour une meilleure sécurité. C'est ainsi que nous avons commencé la relocalisation des réfugiés qui se trouvent à Yakoma vers le site de Modale, dans la province du Nord-Ubangi. Nous avons organisé à ce jour 13 convois et nous avons réussi à relocaliser plus de 1.700 personnes sur 5.000 qui est notre cible pour cette année. Le HCR appuie les structures étatiques de base qui existent dans la région pour un meilleur service au profit des populations d'accueil et des réfugiés.

Comme vous le constatez, les besoins d'assistance continuent de croître. Cependant, les moyens sont limités et carrément insuffisants. Nous tendons déjà vers la moitié de l'année, mais nous n'avons même pas atteint le quart, soit 25% des fonds demandés au début de cette année pour nos opérations en RDC.

Voilà en bref la situation dans laquelle nous nous préparons à célébrer la Journée mondiale du réfugié cette année. Plusieurs activités seront réalisées à travers le pays, dans le strict respect des mesures barrières pour prévenir la propagation de la maladie à Coronavirus.

A Kinshasa et à cause de cette troisième vague du COVID-19, les activités seront plutôt virtuelles et en ligne. Je vous remercie de votre attention, et je suis à votre disposition pour répondre à toutes vos questions. Merci.

### Question 1

**Fefe Mukobekwa/ Bonne gouvernance de l'Agence Galaxie Media : Ma question est la suivante, sur l'initiative d'un journaliste économique, Jérôme Sekana, ici à Kinshasa. Il a pu contacter les entreprises, les hommes de bonne foi et il a pu réunir plus de 300 tonnes de vivres et non-vivres au profit de nos compatriotes de Goma. Et il les a confiés à la ville de Kinshasa. La ville de Kinshasa qui souhaiterait que ces vivres et non-vivres parviennent à nos compatriotes de Goma, par le canal de la MONUSCO. C'est une demande que la ville a faite à la MONUSCO. Je loue les activités du HCR au niveau de Goma. Puisque nos compatriotes de Goma sont des déplacés à l'intérieur au niveau interne. Ce sont presque des réfugiés à l'intérieur du pays. Ma question est la suivante : est-ce que le HCR ne peut pas-, tenant compte du thème, du moment où on est en train de célébrer d'ici dimanche, la Journée mondiale du réfugié, - se joindre au gouvernement, c'est-à-dire à l'hôtel de ville de Kinshasa pour acheminer ce don à Goma pour que les enfants qui sont à Sake, les enfants qui sont dans les environs de Goma et même à Goma-centre, puisqu'ils sont devenus comme des réfugiés dans leur propre pays, afin que ce don soit acheminé et donné à ses destinataires ?**

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlacy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

**Représentante régionale du Haut-Commissariat pour les Réfugiés [Liz Ahua] :** Merci beaucoup, pour d'abord l'information que vous venez de nous fournir sur les contributions. C'est louable d'avoir cette contribution, cette marque de solidarité. Bien sûr, si l'autorité pose la question au HCR de donner un appui, pour acheminer les vivres et non-vivres à Goma, nous allons composer avec les partenaires et inclure les partenaires qui assurent la logistique pour le système des Nations Unies, pour voir dans quelle mesure on va faire acheminer les denrées que vous venez de citer ici. C'est tout à fait simple, mais il faut une demande officielle.

### Question 2

**Mimiche Lutete/ Canal Congo TV :** On célèbre l'enfant africain aujourd'hui et la cérémonie va se passer à Sake, comme vous venez de le dire. Mais je demande, qu'est-ce que vous avez prévu de concret ici dans la capitale pour ceux qui vivent ici, parce que concrètement on peut voir que l'enfant africain, ici dans la capitale, n'est pas vraiment célébré. Qu'est-ce que vous allez faire pour cet enfant-là ? Merci.

**Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] :** Merci alors, sans vouloir être trop technique, la Journée de l'enfant africain, c'est une journée qui en général célébrée par nos collègues de l'UNICEF. Donc, c'est avec eux que vous devez voir ce qui est, ce qui est prévu.

Ce qui est certain, c'est que dans le contexte COVID, dans le contexte des restrictions qui ont été annoncées juste hier par le Président Tshisekedi, et bien l'organisation de grandes cérémonies ou de grands événements, comme c'était le cas par le passé, est malheureusement rendue beaucoup plus difficile. Madame Ahua expliquait les restrictions qui vont s'appliquer, malheureusement aussi, aux célébrations de la Journée mondiale du réfugié. Mais en ce qui concerne la Journée de l'enfant africain, je vous encourage à contacter le UNICEF. Il y a certainement des choses qui ont été prévues par nos collègues de l'UNICEF.

### Question 3

**Didot Kayembe/ Agence allemande DPA (Goma) :** En fait, je vais poser une question à l'invitée de UNHCR. Vous avez dit que dans quatre jours exactement sera célébrée la Journée mondiale du réfugié. Je voudrais savoir : quand pensez-vous mettre à la disposition des sinistrés cette aide que vous avez évoquée ? N'est-ce pas là un chapelet d'abord de bonnes intentions seulement ou vous avez réussi déjà à identifier les vrais sinistrés des faux, et combien sont ces sinistrés, les vrais que l'UNHCR a pu identifier ? Merci.

**Représentante régionale du Haut-Commissariat pour les Réfugiés [Liz Ahua] :** Merci pour cette question. Tout d'abord, je vous informe que moi-même, je me suis déplacée de Kinshasa pour me rendre sur le terrain. J'ai visité Sake, Minova, je suis allée à Kiwanja dans le territoire de Rutshuru, là effectivement où les collègues du HCR que j'ai signalés, eux aussi, étaient déplacés. Ils s'étaient déplacés dans quatre parties pour aller sur le terrain, vivre les circonstances, parce qu'ils étaient eux aussi déplacés.

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlcy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

Ce n'était pas simplement pour faire l'expérience d'être un déplacé, mais effectivement, c'était pour savoir quels étaient les besoins et coordonner l'assistance que le HCR pourrait fournir. Nous avons trouvé, et c'est vrai, il n'y avait pas de faux déplacés devant une catastrophe comme celle de Nyiragongo, il ne pourrait pas y avoir des faux déplacés.

Donc on a bien vu les gens, on a bien parlé avec eux pour voir les besoins et nous avons distribué, comme j'ai dit, les bâches, nous avons aussi construit des hangars pour décongestionner les églises et les écoles qui craquaient avec les personnes et dans des conditions très difficiles à vivre les uns avec les autres. Donc, les deux semaines qui ont suivi l'éruption, on était à côté de ces populations dans les endroits que je viens de vous citer. On vivait là-bas avec ces gens-là.

Donc, on ils n'étaient pas seuls et c'était déjà à partir du premier jour. Voilà la réponse que je pourrais vous donner du vécu.

**Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] :** Merci et j'ajouterai que dans les situations de catastrophe naturelle, il faut voir évidemment les personnes qui sont déplacées par la catastrophe naturelle, mais aussi l'impact que ça a sur les communautés d'accueil. Et le HCR, comme d'autres agences humanitaires, travaillent aussi à soutenir les communautés qui accueillent les déplacés.

L'assistance n'est pas limitée aux gens qui ont été directement victimes de la catastrophe, mais aussi aux communautés qui doivent absorber le choc de cette catastrophe.

### Question 4

**Christiane Ekabo/ Journal des Nations :** Madame, il y a des déplacés bien sûr, mais des gens qui se sont déplacés parce qu'il y a eu une catastrophe naturelle avec l'éruption volcanique, mais qui se sont déplacés avec des enfants. Et maintenant, il va se poser un problème au moment où ils vont rentrer. Je ne sais pas si vous avez pensé à ça, parce qu'ils sont partis, on ne leur a pas demandé de papiers, mais au moment où ils rentrent – moi j'ai eu quelqu'un au téléphone, une dame, qui est partie avec quatre enfants, des enfants qui sont des mineurs. Au moment où elle va rentrer, elle doit faire des papiers administratifs, par exemple autorisation parentale. Est-ce que vous avez pensé à faciliter l'accès, c'est-à-dire le retour de ces réfugiés-là, qui sont en quelque sorte des réfugiés, ceux qui sont rentrés par exemple au Rwanda ou bien qui sont à Uvira mais qui vont revenir par le Rwanda ?

Et Madame, aussi, vous n'en avez pas parlé : il y a la Banque mondiale qui a disponibilisé 250 millions de dollars pour les réfugiés et les familles d'accueil. Vous n'en avez pas parlé, je ne sais pas si vous pouvez faire allusion à ça.

**Représentante régionale du Haut-Commissariat pour les Réfugiés [Liz Ahua] :** Je prends la dernière question pour effectivement confirmer que la Banque mondiale a octroyé une donation de 250 millions de dollars pour le pays – c'est à travers le pays, cette somme ne sera pas directement octroyée au HCR mais ça vient en soutien dans un projet que le HCR a avec la Banque mondiale. Et

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlcy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06





## Organisation des Nations Unies

c'est destiné à la population congolaise et les réfugiés qui sont en ce moment dans les trois provinces du Nord, mais surtout dans le Nord-Ubangi et le Sud-Ubangi. Et bien sûr, nous les remercions beaucoup pour ce soutien.

De même, les Etats-Unis nous ont donné aussi une contribution – et ça c'était au HCR pour cette année, qui cible précisément la situation de la RCA - de 12 millions.

Je n'ai pas fait allusion à cela parce que quand on commence à citer les donateurs par nom, il y en a aussi qui se posent des questions, pourquoi pas nous ? Donc, c'est à cause de ça qu'on se limite mais merci d'avoir soulevé la question qui ne fait qu'enrichir que ça nous plaît que la Banque mondiale appuie ce pays de cette manière.

Maintenant, par rapport à la question de la documentation : effectivement, c'est une question qui est très critique et importante. Je suis partie sur le terrain. Que ce soit pour les femmes, les hommes ou les enfants, on a échangé avec eux et il y a des questions qu'ils ont soulevées sur la question de la documentation.

Nous déjà, sur le terrain, on a octroyé du matériel à certaines localités, à certaines autorités pour qu'elles enregistrent les gens qui se sont abrités chez elles. Par exemple, à Sake, on a donné des ordinateurs, on a donné des imprimantes, on a même donné une moto à l'autorité locale. On leur a enseigné, on les a encadrés, on a mis à disposition des moniteurs qui pourraient les assister pour enregistrer les gens sur place pour faciliter leur retour.

Comme ça, au retour, au moins dans la base de données de ces autorités, il y a une trace des personnes qui étaient en déplacement. Nous jugeons qu'avec cette assistance, ce sera plus facile de faire le tracking – si je peux utiliser ce mot, je pense que c'est mieux de dire un traçage de ces populations en déplacement.

Ce qui était le plus préoccupant, bien sûr, ce sont les gens qui ont tout perdu là où la lave a tout enlevé, a tout bouffé. Là, il n'y a même pas de documents et donc nous, nous sommes amenés à travailler avec les autorités. Même aujourd'hui, sur ma table, il y a une requête de dotation de matériel informatique pour que ça soit donné à ces autorités à Goma afin que la prochaine fois, ils soient prêts. On ne souhaite pas que ce soit le Nyiragongo mais vous savez très bien que même aujourd'hui, il y a des déplacements internes. Donc on les prépare pour faire face aux éventualités sur le territoire.

Voilà la façon dont le HCR aborde la question. Mais nous ne sommes pas seuls : il y a les autres, il y a l'UNICEF et tous les autres partenaires qui se sont composés pour travailler ensemble. C'était une bonne solidarité parce que tout le monde s'est senti concerné par l'éruption du Nyiragongo et nous nous attendons à continuer à travailler main dans la main avec les autorités pour pallier les difficultés éventuelles que les enfants – et les autres – vont subir par rapport à la documentation ou tout autre besoin.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

### Question 5

**Benjamin Sivanzire/Journaliste indépendant (Beni) :** Ma question s'adresse à Madame. Depuis qu'il y a l'insécurité ici, les massacres, nous voyons toujours les images d'enregistrement des déplacés mais jusque-là, jamais d'assistance, ni de camps de déplacés. Pouvez-vous nous dire pourquoi vous n'agissez pas ici, où les déplacés internes vivent dans la précarité ? Mais également, Madame, je voudrais avoir les informations que vous avez sur les déplacements de la population ici du Nord-Kivu vers l'Ituri. Merci.

**Représentante régionale du Haut-Commissariat pour les Réfugiés [Liz Ahua] :** Nous avons un bureau qui travaille à Beni. Et nous octroyons aussi [une assistance] pour les abris, on fait des distributions de cash pour des personnes qui ont été identifiées par la population et par les autorités elles-mêmes, à qui l'on donne des dotations financières pour les loyers.

Deuxième chose : il y a un accompagnement aux cultures des champs, qui est octroyé à la population hôte pour les populations qui se sont déplacées de chez elles. Donc, je ne suis pas sûre si vous cernez complètement la situation par rapport au HCR ou si vous posez la question par rapport aux autres. De toutes les façons, il y a un appui que nous amenons.

Une autre chose que vous devez savoir par rapport à la question de la sécurité : ça nous touche, nous aussi. Donc dernièrement, je pense il y a un mois, on a réduit la présence sur le terrain pour ne pas créer plus de difficultés. Toutefois, on est là pour soutenir autant que nous pouvons le faire.

Finalement, je pense qu'il faudrait nous épauler et nous appuyer par rapport à la mobilisation des ressources. Je viens de vous dire que jusque-là, cette année, on a posé une demande, un budget bien clair. Nous n'avons même pas reçu plus de 18% de notre demande. On assiste en fonction aussi des donations que nous recevons. Merci.

### Question 6

**Jaëlle Mulowayi/ Actu30 :** Mathias, ma question s'adresse à vous. La Cheffe de la MONUSCO, Bintou Keita, lors de sa dernière conférence de presse, avait souhaité la dépolitisation de la loi sur la réforme de la centrale électorale. Cette loi a été votée au Parlement : les politiciens occupent plus de postes. Que pense la MONUSCO ?

**Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] :** Je pense que le message reste le même. Il y a tout un ensemble d'efforts à faire pour assurer, comme vous dites, la dépolitisation de la CENI, la transparence du processus, et faire en sorte que ce processus soit inclusif. L'inclusivité dans les processus électoraux, c'est à la fois un critère essentiel pour les Nations Unies mais aussi pour l'Union africaine.

Donc la Représentante spéciale continue d'encourager ces réformes, d'encourager ce processus, pour faire en sorte que ces élections, l'organisation – en amont et en aval – de ces élections, puissent permettre des élections qui soient transparentes, crédibles, et qui recueillent le maximum de consensus

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

sur la manière dont elles vont être organisées, et évidemment le consensus maximal également au moment de l'annonce des résultats.

### Question 7

**[Le journaliste ne s'est pas présenté] (Goma) : Depuis l'éruption volcanique, il s'observe une problématique des femmes qui se sont déplacées tout en étant enceintes. Et maintenant, il y a des fausses couches qui s'observent et des enfants qui naissent mort-nés. Je ne sais s'il y a des solutions immédiates qui sont prévues pour aider ces femmes qui vont bientôt accoucher, si on peut les observer, parce qu'il y a des cas palpables qui s'observent déjà, des fausses couches, des mort-nés.**

**Représentante régionale du Haut-Commissariat pour les Réfugiés [Liz Ahua] :** Comme je vous l'ai dit, j'étais sur le terrain et les autorités nous ont montré des espaces où on pourrait construire et abriter les déplacés internes, surtout ceux qui n'ont pas d'abris. Ce n'était pas seulement le HCR à qui on a fait appel pour donner une contribution, il y avait d'autres agences aussi qui étaient sur le terrain avec nous en train d'explorer là où on pourrait mettre des abris, et les abris qu'on a, pour pouvoir réceptionner et enregistrer les personnes déplacées, et voir de quelle manière on pourrait les assister.

Je suis sûre que parmi nous, comme vous le savez, il y a des agences aussi qui s'occupent de la santé, ainsi que le ministère de la Santé. Et donc ces problématiques que vous venez de partager, c'est une problématique qu'on va pouvoir partager avec les ONG et la communauté humanitaire qui s'occupent de la santé des déplacés internes.

### Question 8

**Sébastien Kitsa Musayi/Afrik Images (Beni) : Ma question s'adresse à Mathias. Comment la MONUSCO compte lutter efficacement contre les messages incitatifs à la haine, la violence et l'hostilité entre communautés, comme Madame Bintou Keita l'a souligné récemment ?**

**Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] :** Vous savez, il y a une législation au niveau national sur le sujet, donc comme je le disais dans le communiqué, la MONUSCO se tient prête à soutenir les autorités dans la poursuite éventuelle de gens qui se rendent coupables de ces messages de haine, mais il est évident que c'est une problématique nationale.

Comme elle l'a dit dans son communiqué, c'est particulièrement inquiétant dans les zones qui sont le plus touchées par la violence armée, mais on a aussi constaté une recrudescence de ces messages de haine, de ces appels à la haine tribale, à la haine ethnique, ici à Kinshasa, dans le Maï-Ndombe, dans le Katanga. Donc c'est vraiment une problématique nationale.

Et encore une fois, dans le contexte d'une montée en puissance et d'une mobilisation des forces de sécurité, il est absolument important que tous les Congolais se mettent derrière leur armée et fassent preuve de cohésion nationale.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlacy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

La cohésion nationale est extrêmement importante pour arriver à neutraliser les groupes armés et à créer un environnement protecteur, une atmosphère qui permette la restauration de l'autorité de l'Etat là où l'Etat est encore trop faiblement présent. C'est évidemment une problématique nationale.

### Question 9

**Gloire Mpefere/ La Prospérité : Ma question s'adresse à Monsieur Mathias : le Chef de l'Etat, après qu'il a constaté la recrudescence des massacres dans les provinces de Nord-Kivu et de l'Ituri, a changé de stratégie pour lutter contre les groupes armés en décrétant l'état de siège. Donc je voudrais savoir ce que la MONUSCO entend mener comme actions concrètes pour apporter sa contribution à cette lutte-là, contre les groupes armés ? Parce qu'un mois après l'état de siège, on compte plus de 150 civils tués, c'est trop.**

**Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] :** Il faut bien comprendre que l'état de siège est une disposition nationale qui a été effectivement mise en place par le Président pour donner une plus large latitude à ses forces de sécurité pour pouvoir agir contre les groupes armés.

Pour la MONUSCO, comme je l'ai déjà expliqué ici, état de siège ou pas, notre mandat reste celui de soutenir les FARDC, de soutenir la police, dans ce qu'ils nous demandent de faire et évidemment dans la limite aussi de ce qu'on peut faire.

Il est certain qu'il y a eu des massacres extrêmement préoccupants et tragiques, notamment dans la région de Tchabi-Boga, dans le territoire d'Irumu. Il y a aussi des attaques des CODECO qui ont repris contre les FARDC. Et dans tous ces environnements, la MONUSCO est restée mobilisée, est intervenue. Parfois trop tard, mais en tout cas, elle est intervenue en soutien aux autorités congolaises, en soutien à l'armée.

Le plaidoyer que nous faisons dans ces régions-là et particulièrement dans le territoire d'Irumu, c'est qu'il faut des forces de sécurité nationales qui soient plus présentes, qui soient plus nombreuses, pour pouvoir répondre à l'ensemble des menaces.

Car comme vous le savez, à Tchabi-Boga, par exemple, nous avons une situation où nous avons des tensions intercommunautaires qui sont extrêmement fortes, et des violences liées à ces tensions intercommunautaires, et en plus maintenant la présence des ADF dans cette région, et d'autres groupes armés aussi qui existent dans la région.

Donc la situation est extrêmement complexe. Personne, je pense, ni du côté congolais, ni de la MONUSCO, ne pensait qu'en trente jours, on pouvait régler tous les problèmes d'un coup de baguette magique mais je peux vous assurer que les forces de sécurité nationales et la MONUSCO en soutien, sont mobilisées pour obtenir les meilleurs résultats possibles et rétablir la stabilité dans ces zones.

### Question 10

**Isaac Nguenza/Commerce actu magazine : ma question s'adresse à Mathias. Vous avez évoqué, lors de votre propos liminaire, [reprenant] les propos de Madame Bintou Keita, que**

#### Contacts :

**MONUSCO :** Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

la MONUSCO enregistre des messages de haine ethnique au niveau de l'Est, là-bas. La République démocratique du Congo a plus de 450 ethnies. Mais vous n'avez pas parlé avec précisions. Quelle est l'ethnie qui est [auteure] de menace, là à l'Est du pays ? Quelle ethnie précisément ? Merci.

**Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] :** Il est important justement, dans la lutte contre ces messages de haine, de sortir d'une approche qui voudrait montrer du doigt une communauté ou une autre. C'est justement parce que toutes les communautés souffrent de cette atmosphère et de ces messages de haine que nous ne pointons pas du doigt une communauté plutôt qu'une autre.

Il y a une situation dans les Hauts-plateaux qui est particulière avec des groupes armés qui ont une base ethnique. Il y a aussi les tensions intercommunautaires que je viens d'évoquer dans le territoire d'Irumu. Et il y a des messages, je suis sûr que vous pouvez en voir également, sur des communautés qui vivent au Katanga, au Kasai, au Maïdombe.

Toutes les communautés souffrent de cette ambiance de violences qui est créée sur les réseaux sociaux. Et c'est pourquoi il est important que tous les leaders politiques et communautaires tournent le dos à cette logique qui voudrait pointer du doigt une communauté et travaillent à construire une cohésion nationale qui soit plus forte.

Parce que la cohésion nationale, derrière vos forces de sécurité mais aussi derrière votre Etat, et en général la concorde communautaire, est une des conditions, à la fois pour rétablir la sécurité dans le pays, mais aussi pour créer les conditions d'un développement durable au bénéfice de toutes les populations et de toutes les communautés qui forment la population congolaise.

### Question 11

**Laetitia Vuemba/ AfricaTV FM :** Ma question s'adresse à Monsieur Mathias. J'aimerais savoir, puisque la MONUSCO dans l'Est du Congo est là pour accompagner notre armée. Et puisque vous dites que votre mandat est là et il continue, j'aimerais savoir quelles stratégies vous allez utiliser après ? Parce qu'il faut le dire clairement, vous êtes critiqués. Votre présence, si je peux le dire, j'ose le dire, votre présence ne fait qu'aggraver la situation, quelle stratégie [vous entrevoyez] ? Voilà.

**Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] :** Merci. Je vais être obligé de répondre extrêmement rapidement puisqu'il reste 30 secondes. Quand nous rencontrons les autorités provinciales, quand nous rencontrons les autorités nationales, le message que nous recevons, ce n'est pas que nous créons plus de problèmes, c'est qu'au contraire, ils ont besoin de notre soutien, ils ont besoin de notre assistance et ils ont besoin des capacités que la communauté internationale a décidé de nous accorder afin de soutenir la stabilisation de ce pays.

Et en ce qui concerne la stratégie, je vais être obligé d'être très rapide. Mais je voudrais rappeler que les situations qu'on connaît au Congo ne peuvent pas être réglées avec la même stratégie pour tout le monde.

#### Contacts :

**MONUSCO :** Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlacy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06





## Organisation des Nations Unies

Les ADF ne sont pas les groupes qui travaillent dans les Hauts-plateaux, les CODECO ne sont pas les CNRD ou les FDLR. Il y a des stratégies - et c'est ça qui rend la situation extrêmement très complexe, notre travail très difficile, le travail de votre armée aussi très difficile - qu'il faut, à chaque fois, adapter.

Adapter sa stratégie à des micro-environnements qui varient, selon que vous vous trouvez au Masisi, en Ituri ou dans les Hauts-plateaux, selon que vous travaillez contre un groupe armé étranger ou contre un groupe armé local ou contre un groupe Mai-Mai. Donc, la stratégie, c'est de répondre au mieux aux besoins que les FARDC et le Gouvernement, vos autorités, nous demandent comme appui.

On se retrouve dans trois semaines, le mercredi 7 juillet puisque le mercredi 30 juin est un jour férié.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06